

Feu de paille ou alternative ?

Quand populisme rime avec extrémisme (de droite)

Jérôme Pascal*



Fondé en 2013, le parti AfD, dont les initiales laissent entendre qu'il serait une « Alternative pour l'Allemagne », caracole de succès en succès. Il avait manqué de peu son entrée au *Bundestag* en 2013 avec 4,7 % des suffrages, mais il vient de bouleverser l'échiquier politique en remportant 94 sièges aux dernières élections de septembre (12,6 %) complétant ainsi une imposante galerie de succès à l'échelon régional et même européen en 2014.

Strohfeuer oder Alternative

Die seit 2014 (unaufhaltsamen?) Erfolge der AfD bei der Wahl des Europaparlaments, der Länderparlamente und des Bundestages sowie skandalöse Äußerungen ihrer Politikerinnen und Politiker – Stichworte: Jérôme Boateng (Alexander Gauland), Holocaust-Mahnmal (Björn Höcke), Grenzsicherung (Beatrix von Storch) – lassen die etablierten Parteien hoffen, dass es sich bei dieser politischen Alternative nur um ein „Strohfeuer“ handelt. Red.



Après un échec en Hesse en 2013 avec 4,1 % pour sa toute première participation à un scrutin en Allemagne, l'AFD a pu obtenir 7 % des suffrages aux européennes de 2014 et envoyer ainsi 7 députés au Parlement de Strasbourg. La même année, le parti entrait dans les diètes de Brandebourg (12,2 %), de Saxe (9,7 %) et de Thuringe (10,6 %). En 2015, l'AFD obtient 5,5 % à Brême et 6,1 % à Hambourg, scores largement dépassés l'année suivante avec 12,6 % en Rhénanie-Palatinat, 14,2 % à Berlin, 15,1 % dans le Bade-Wurtemberg, 20,8 % en Mecklembourg-Poméranie occidentale (2^e place derrière le SPD) et même 24,5 % en Saxe-Anhalt (2^e place derrière la CDU). En 2017, la formation enregistre des résultats certes plus faibles,

mais parvient à entrer dans les parlements régionaux de Schleswig-Holstein (5,9 %), de Sarre (6,2 %) et de Rhénanie du Nord/Westphalie (7,4 %), avant de terminer l'année électorale, trois semaines après son entrée au Bundestag, avec 6,2 % de voix en Basse-Saxe. Seules la Bavière et la Hesse, qui feront l'objet d'élections régionales seulement fin 2018, ont encore des assemblées sans députés de l'AFD.

Présenté à ses débuts comme « le parti des professeurs », en raison de la présence de nombreux universitaires d'économie, de finances publiques et de droit (parmi lesquels Hans-Olaf Henkel, ancien président d'IBM et de la fédération de l'Industrie allemande), l'AFD se voulait être avant tout hostile à la monnaie européenne et à la zone euro, mais pas à l'Europe. Ses principaux fondateurs sont Bernd Lucke (un économiste de l'université de Hambourg qui a quitté la CDU en 2011), Alexander Gauland (également ex-CDU) et Konrad Adam (ancien journaliste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*). Ses membres viennent aujourd'hui de tous les partis traditionnels, y compris les Verts et même le mouvement contestataire des *Piraten*, désormais aux oubliettes.

La première scission intervient en 2015 avec l'élection de Frauke Petry à la coprésidence du parti : cinq des sept députés (dont Lucke et Henkel) fondent leur propre parti (*Alfa*, Alliance pour le Progrès et le Renouveau), afin de mieux défendre leurs conceptions qu'ils estiment plus libérales que

* Jérôme Pascal est journaliste.

celles de la nouvelle direction. L'année suivante, nouvelle scission, lorsque Frauke Petry refuse d'exclure un élu du Bade-Wurtemberg, Wolfgang Gedeon, qui avait affirmé dans un livre que « *le judaïsme du Talmud est l'ennemi intérieur de l'Occident chrétien* ». Mais le parti poursuit son ascension dans les *Länder*, jusqu'en 2017 où l'aile droite du mouvement trouve que sa présidente, contestée pour sa gestion des affaires, cherche en fait à s'éloigner des positions les plus extrêmes : alors qu'elle-même avait tenu en 2016 des propos fort critiques sur les migrants et estimé que l'islam « *n'est pas compatible avec la culture allemande* », elle tente d'exclure un de ses adversaires, Björn Höcke, qui avait déclaré vouloir que « *l'Allemagne fasse un virage à 180 degrés dans sa politique de mémoire* ». Elle a par ailleurs pris ses distances vis-à-vis des positions les plus extrêmes pour donner plus de crédibilité à son mouvement – une initiative qui n'est pas sans rappeler la campagne de dédramatisation de Marine Le Pen en France, mais qui n'a pas pu convaincre les militants favorables à une ligne dure populiste malgré l'influence croissante de groupuscules néonazis xénophobes.

Des propos scandaleux

Alexander Gauland, anciennement membre de la CDU depuis 1970, n'avait pas hésité à clamer au cours de la campagne électorale que « *si les Français ont le droit d'être fiers de leur empereur et les Britanniques de l'amiral Nelson et de Churchill, alors nous avons le droit d'être fiers des performances des soldats allemands durant la Seconde Guerre mondiale* ». Et le soir du scrutin, il a affirmé vouloir « *pourchasser Madame Merkel* », dans le but de « *recupérer notre pays* », allusion à un de ses propos plus anciens sur le défenseur du *Bayern* de Munich, Jérôme Boateng, d'origine ghanéenne : « *Les gens l'apprécient en tant que footballeur. Mais ils ne veulent pas l'avoir comme voisin* ». Alexander Gauland n'est pas le seul personnage contesté.

Alice Weidel, venue de la banque *Goldman Sachs*, joue elle aussi la carte de l'hostilité aux migrants et de la défense de la famille traditionnelle – bien qu'elle soit en couple avec une femme d'origine sri-lankaise, avec laquelle elle éduque deux enfants.

Jörg Meuthen, porte-parole de l'AfD, refuse pour sa part toute comparaison avec le Front National, qui, contrairement à lui, « *n'a pas de compétence économique* ». Il craint une domination de l'Allemagne par l'islam et veut protéger la culture occidentale chrétienne en fermant les frontières. Mais en 2016 il était favorable à l'exclusion du député antisémite Wolfgang Gedeon dans le Bade-Wurtemberg.

Björn Höcke, que Frauke Petry voulait exclure en 2016, est toujours président du parti en Thuringe et prône la mise en place d'un courant national-identitaire et la défense d'une « *certaine grandeur allemande* », déplorant au passage que les Allemands soient « *le seul peuple au monde qui installe un mémorial de la honte en plein cœur de sa capitale* ». Des propos qui ont soulevé un véritable tollé dans le pays, mais n'ont pas entamé sa popularité au sein de l'AfD.

Il faudrait citer aussi Beatrix von Storch, vice-présidente du parti et membre du parlement européen, petite-fille d'un ministre des Finances du Troisième Reich, qui se dit ouvertement favorable à ce que la police des frontières face usage de leurs armes contre les réfugiés illégaux, « *y compris les femmes et les enfants* ».

Au lendemain de l'élection du *Bundestag*, Frauke Petry a surpris ses propres amis politiques en quittant la conférence de presse qui devait souligner la première victoire de l'AfD à l'échelle du pays. Puis elle annonce la création d'un « Parti bleu » pour les prochains rendez-vous électoraux, tout spécialement en Saxe en 2019. Un député, élu comme elle le 24 septembre, décide de la rejoindre, sans pour renoncer à son mandat : avant même la constitution du *Bundestag* le 24 octobre, le parti perd ainsi deux députés qui se retrouvent isolés au fond de l'hémicycle, derrière 92 parlementaires de l'AfD, boudés par les autres formations politiques qui n'ont qu'un espoir : que le succès de cette formation politique en 2017 n'ait été finalement qu'un vulgaire feu de paille, alors que la renaissance des populismes, en Europe comme aux Etats-Unis, impose dans le débat public un discours marqué par un protectionnisme économique, culturel et identitaire, auquel de toute évidence une frange de l'électorat n'est plus véritablement insensible.